|  |  |
| --- | --- |
| Logo of the European Commission, 12 yellow stars on a blue background arranged in a circle and framed by two light grey graphic elements representing the Berlaymont building, which is the headquarter of the European Commission. | COMMISSION EUROPÉENNE |

AVIS DE VACANCE POUR UN POSTE D’EXPERT NATIONAL DÉTACHÉ

|  |  |
| --- | --- |
| DG – Direction – Unité | Direction générale du marché intérieur, de l’industrie, de l’entrepreneuriat et des PME (GROW) — Direction Écosystèmes III: Construction, machines et normalisation — Unité Machines et équipements |
| Numéro de poste Sysper: | 351683 |
| Personne de contact:  Prise de fonctions souhaitée:  Durée initiale:  Lieu de détachement: | Chef d’unité, Mehdi Hocine  Chef d’unité adjointe, Lidia Godlewska-Carmona  2ème trimestre 2023  2 années   Bruxelles  Luxembourg  Autre: Click or tap here to enter text. |
| Type de détachement |  |
| Cet avis de vacance est ouvert aux:    ainsi qu’aux  pays AELE suivants:  Islande  Liechtenstein  Norvège  Suisse  pays tiers suivants: …  organisations intergouvernementales suivantes: … | |
| Délai des candidatures | Date limite pour postuler: 25-03-2025 |

**Présentation de l’entité (nous sommes)**

L’unité Machines et équipements de la DG GROW s’emploie à favoriser la compétitivité, la transition écologique/numérique, la résilience et le bon fonctionnement du marché unique des industries de l’ingénierie, qui sont des fournisseurs essentiels de technologies clés génériques pour plusieurs écosystèmes industriels (mobilité, numérique, électronique, santé, etc.). Nous traitons des technologies émergentes telles que l’intelligence artificielle, la robotique, l’impression 3D et la cybersécurité (par exemple dans les secteurs des machines et des équipements radioélectriques) et encourageons également des solutions qui offrent un bon rapport coût-efficacité et innovantes dans la législation (par exemple, chargeur universel pour les appareils mobiles tels que les smartphones et les ordinateurs portables, exigences de mesure pour les stations de recharge des véhicules électriques et de recharge en hydrogène et utilisation d’instructions numériques pour sauvegarder le papier). Dans ce contexte, nous gérons et suivons les progrès techniques de 23 actes législatifs relatifs au marché intérieur (par exemple, les machines, les équipements de protection individuelle, les équipements radioélectriques, les ascenseurs, les appareils à gaz, les équipements sous pression, la métrologie, etc.) afin d’atteindre un niveau élevé de sécurité, de protection des consommateurs et de l’environnement et de soutenir la compétitivité du marché unique.

**Présentation du poste (nous proposons)**

L’unité Machines et équipements de la DG GROW propose un poste attrayant de juriste, qui fournirait des analyses juridiques, des orientations et un suivi sur un vaste portefeuille de la législation de l’UE relative au marché unique. Les principales tâches seraient les suivantes:

* Rédiger de propositions législatives, d’actes et de décisions d’exécution, d’actes délégués et d’autres textes juridiques dans le domaine de compétence de l’unité.
* Fournir des analyses et des conseils juridiques sur les plaintes, les procédures d’infraction, les notifications de règlements techniques, les demandes d’accès aux documents et d’autres questions liées à la législation gérée par l’unité.
* Soutenir les activités de normalisation et assurer le suivi des travaux des organisations européennes de normalisation, en particulier préparer les décisions de la Commission de publier des normes harmonisées.
* Assurer la mise en œuvre des procédures législatives et administratives requises par la législation pertinente dans le portefeuille de l’unité, y compris les clauses de sauvegarde et les objections formelles aux normes.
* Examiner la législation des pays candidats et d’autres pays tiers relative au secteur de l’ingénierie mécanique, électronique et électrique, et contribuer aux dialogues internationaux sur la réglementation.
* Représenter l’unité lors de réunions avec d’autres institutions de l’UE (Parlement européen, Conseil), les États membres, les pays tiers, les organisations internationales, les représentants du secteur, les organisations européennes de normalisation, etc., ainsi qu’au sein des comités et groupes d’experts concernés.

**Profil du titulaire (nous recherchons)**

Nous recherchons un collègue motivé ayant le sens de l’initiative pour rejoindre une équipe très engagée et dynamique.

Le candidat retenu devra avoir:

* au moins dix ans d’expérience juridique, dont 5 ans dans des domaines liés au marché unique de l’UE;
* de préférence un diplôme universitaire en droit;
* une expérience dans les négociations interinstitutionnelles sera un atout;
* une aptitude à analyser et à présenter rapidement des questions juridiques et techniques complexes, oralement et par écrit, avec d’excellentes compétences rédactionnelles;
* une approche proactive, une capacité à travailler en équipe et à collaborer avec des collègues et des parties prenantes en dehors de la Commission;
* une très bonne connaissance de l’anglais est nécessaire. Une bonne connaissance du français et/ou de l’allemand serait un atout.

**Critères d’éligibilité**

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d’éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d’au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

Ancienneté de service : avoir une ancienneté d’au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;

Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.

Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d’une des langues de l’Union européenne et une connaissance satisfaisante d’une autre langue de l’Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu’il est appelé à exercer. Si vous venez d’un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l’Union européenne nécessaire à l’accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

**Conditions du détachement**

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d’absence de conflit d’intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l’article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l’Union européenne doit obligatoirement disposer d’une habilitation de sécurité (jusqu’au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32015D0444). Il vous appartient de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d’obtenir la confirmation de votre détachement.

**Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Si vous êtes intéressé, veuillez suivre les instructions données par votre employeur pour postuler.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l’intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l’AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidaturesous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](https://europa.eu/europass/fr/create-your-europass-cv))en français, anglais ou allemand.Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d’autres documents(tels que copie de carte d’identité, copie des diplômes ou attestation d’expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

**Traitement des données à caractère personnel**

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ([[1]](#footnote-1)). Ces dispositions s’appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

1. () Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l’Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) nº 45/2001 et la décision nº 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39). [↑](#footnote-ref-1)